

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
10 rue Maurice Fabre  
35065 RENNES  
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le 04 août 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2025

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOPRAL - Macaire**

Lieu-dit Macaire  
35470 Pléchâtel

Références : UD35/2025-314

Code AIOT : 0005506698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement SOPRAL - Macaire implanté Lieu-dit Macaire 35470 Pléchâtel.

Afin d'augmenter sa capacité de production, l'exploitant envisage l'ajout d'une nouvelle ligne de broyage et de 6 nouveaux boisseaux. Il a convié l'inspecteur à une réunion de présentation de ce projet au sein du site. Cette visite a également permis à l'inspecteur d'échanger avec l'exploitant sur les inondations qui ont impactées le site en début d'année.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPRAL - Macaire
- Lieu-dit Macaire 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005506698    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

L'installation est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux de compagnie. Son effectif est de 130 personnes et près de 50% de la production est exportée.

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 9.5.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 1.5.1	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspecteur a constaté qu'une dizaine de Grand Récipient en Vrac, dont certains étaient remplis de divers liquide, n'était pas mis sous rétention et pouvait engendrer une pollution des eaux ou des sols.

L'exploitant a commandé 8 bacs de rétention afin de mettre en sécurité

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 9.5.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Rétention	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir,  - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.	
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté qu'en face des silos en cours de réaffectation, une quinzaine de GRV (Grand Récipient Vrac) qui stockaient différents liquides n'était pas sous rétention.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre l'ensemble de ces GRV sous rétentions afin de prévenir une éventuelle pollution des eaux ou des sols. L'exploitant devra préciser les dispositions qu'il mettra en œuvre pour que la situation constatée par les inspecteurs ne se renouvelle pas à l'avenir. Il devra transmettre les photos permettant d'attester que les GRV sont mis sous rétention.	
<b>Justificatifs fournis par l'exploitant à la suite de l'inspection :</b>  L'exploitant a transmis la facture d'achat de 8 bacs de rétention qui devront être livrés pour la fin du mois de juillet. Les IBC ont été installés le 30 juillet dernier. (Voir planche photographique)	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites	

## N° 2 : Remise en état

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques    Comblement

**Prescription contrôlée :**

Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Pour les forages, qui ne sont pas conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines, le déclarant procède à leur comblement dès la fin des travaux. Leurs modalités de comblement figurent dans le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10.

**Constats :**

Suite à l'inspection du 1er octobre 2024, l'inspection avait constaté que l'ancien piézomètre n° 3 avait été submergé par un merlon. L'inspection avait demandé à ce que piézomètre soit mis en sécurité afin de garantir l'absence de transfert entre les différentes nappes et le milieu extérieur. L'inspection a constaté que l'exploitant avait prolongé le bouchon en dehors du merlon pour qu'il puisse être identifié et sécurisé. Au moment de la visite, l'exploitant était en contact avec une entreprise qui devait intervenir dans la journée pour combler définitivement le piézomètre concerné.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les éléments permettant de valider le fait que ce piézomètre a définitivement été mis en sécurité.




**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 1.5.1	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative      DAENV	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le projet d'augmentation de la capacité de production de l'exploitation avec l'intégration d'une nouvelle ligne de production et de 6 nouveaux boisseaux intégré dans le périmètre actuel de l'usine. L'entreprise est actuellement autorisée depuis le 3 février 2025 à une production de 190t/j pour la transformation de matières premières en vue de la fabrication d'aliment pour animaux. La nouvelle ligne de production permettrait à l'usine de passer de 190t/j à 270t/j. Cette augmentation de 80t/j est supérieur au seuil de l'autorisation pour la rubrique 3642-3. a) ce qui implique que le projet fasse l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite aux inondations que le site a subi en janvier 2025, une attention particulière devra être portée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sur les risques NaTech et sur la sécurisation du local de stockage des huiles. L'étude des flux routiers au niveau du passage à niveau devra être également transmises afin de justifier de l'impact éventuel de l'augmentation de capacité sur le trafic routier.  L'impact acoustique de l'exploitation devra également être étudié et les périodes de mesure de bruits devront prendre en compte les périodes d'étiage et les périodes de hautes eaux de la Vilaine qui impactent le bruit ambiant avec le barrage situé à proximité de l'exploitation.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 1 Rétention et confinement.

